

Comment les Français voient Macron : il "fait ce qu'il dit"... mais au nom de qui ?

Emmanuel Macron, lors d'un débat à Francfort, le 10 octobre 2017. (LUDOVIC MARIN/AFP)

Auprès des Français, l'image d'Emmanuel Macron est "en train de se former". L'institut BVA a recueilli les paroles de Français. Adrien Abecassis, l'ex-"monsieur opinion" de François Hollande, leur donne du sens.

Par Adrien Abecassis et Adélaïde Zulfikarpasic

Publié le [03 décembre 2017 à 08h01](#)

Une analyse d'Adrien Abecassis, expert associé à la fondation Jean-Jaurès, chercheur invité à Harvard au Weatherhead Center for International Affairs, diplomate et ancien conseiller opinion de François Hollande à l'Elysée. Avec Adélaïde Zulfikarpasic, directrice de [BVA opinion](#).

Six mois après son arrivée à l'Elysée, la popularité d'Emmanuel Macron remonte de 4 points dans l'Observatoire de la politique nationale BVA pour Orange et "La Tribune". 46% des Français disent en avoir une bonne opinion. Qu'y a-t-il derrière ces chiffres ? Est-ce l'annonce d'une stabilisation, oscillant de mois en mois autour d'un même niveau ? Ou bien un rebond plus durable, le début d'une remontée pérenne ?

L'enquête conduite par BVA n'a pas seulement demandé aux Français interrogés s'ils avaient une bonne ou une mauvaise image d'Emmanuel Macron; elle les a écoutés exposer, avec leurs mots, les raisons de leurs jugements. Que nous ont-ils dit ?

Un climat un peu plus apaisé ?

A l'instar des derniers mois, peu de personnes nous ont parlé des disputes et controverses politiques. Les débats s'enchaînent, les polémiques surgissent, mais finalement tout cela semble laisser assez peu de traces. Ce n'est pas d'abord là qu'il faut regarder pour comprendre leurs opinions sur le président de la République.

Même les images qui paraissaient hier s'incruster, comme l'idée de "président des riches", reculent. Bien sûr nous en avons entendu parler, mais moins que lors des enquêtes similaires des mois derniers. Cette image ne sera-t-elle finalement, à l'échelle du quinquennat, que passagère ? Si elle n'est pas réactivée, c'est le chemin que cela semble prendre. Dans les mots que nous avons entendus, la tonalité commence à changer : **on y voit moins de colère, un peu plus de distance**, comme si l'on finissait par s'y faire.

"Ce qu'il prétend donner aux pauvres n'est que roupie de sansonnet."

Les Français ne sont jamais à court d'expression pour dire ce qu'ils pensent.

Une stratégie de proximité qui fonctionne

Moins de "politique pour les riches" en revanche un peu plus de "présence". "Il est plus proche des gens" nous a-t-on dit, "on le voit affable". On entendait peu cela ces derniers mois : la stratégie de présence, les nombreux déplacements sur le terrain, commencent manifestement à payer. Elle vient colmater un peu [les premières fissures dans le pacte](#) qui avaient provoqué la chute de popularité de la rentrée.

Voir le président au milieu des gens se faire interpellé, et le voir argumenter – donc prendre au sérieux – ses interlocuteurs d'un instant, contrebate l'idée qui se diffusait d'un pouvoir devenu distant après l'élection, replié sur lui-même, s'éloignant de ce qu'il devrait être. Même s'il s'agit de dire autre chose que ce que l'on souhaiterait entendre : **l'essentiel est de ne pas rompre le lien**. La fonction de président ne peut se concevoir autrement que dans une émanation constamment entretenue du pays, "à portée d'engueulade" selon l'expression courante.

L'image de "président des riches" était ainsi un problème lorsqu'elle venait renforcer le sentiment de renfermement du pouvoir sur lui-même, de détachement. Que le gouvernement supprime l'ISF, au fond, ne changeait pas fondamentalement la vie des gens. Ce qu'ils craignaient est qu'en faisant cela il les délaisse, eux, qu'il se détache de son mandat. La réponse résidait dès lors moins dans d'autres mesures fiscales que dans le renforcement du lien avec le pays. Car si l'on peut être ["le président des riches, et en même temps..."](#), alors on n'est déjà plus tout à fait le seul président des riches. C'est cela qui est en train d'être colmaté, et qui fait remonter la popularité du président.

Des réformes "sur tous les fronts en même temps"

L'autre facteur qui soutient la popularité d'Emmanuel Macron dans les verbatims recueillis par BVA est la **multiplication des fronts**. On a souvent entendu, pour justifier une prudence ou un immobilisme politique, qu'il ne fallait pas trop en faire, que proposer trop de réformes en même temps était la meilleure façon de toutes les faire échouer.

Tout, ici, démontre exactement l'inverse. Une partie des Français nous ont dit soutenir Emmanuel Macron précisément parce qu'il leur donnait le sentiment de ne pas temporiser au nom de calculs politiques ("il fait ce qu'il dit, ça nous change !"), de ne pas atermoyer par crainte pour sa popularité ("il est actif et essaie de réaliser son programme, même si cela doit déplaire"), de s'attaquer à des chantiers que d'autres n'auraient pas osé mener ("il fait des réformes en tenant sa feuille de route sans faire marche arrière"). Bref, de : **"faire bouger le système"**.

Nous avons beaucoup entendu cela durant cette enquête. Un sentiment d'ensemble, plus que des mesures concrètes. Des personnes nous ont bien parlé de l'actualité, de son discours sur l'égalité entre les femmes et les hommes ("ses projets contre les violences faites aux femmes me paraissent intéressants"), de quelques réformes comme le droit à l'erreur ("Sa promesse de campagne sur le droit à l'erreur me paraît une bonne chose"), ou encore de sa prise de position sur l'immigration ("Il a bien expliqué que la France est généreuse et qu'elle ne peut recevoir tout le monde"). Mais finalement assez peu, sur la masse des entretiens. Même la suppression de la taxe d'habitation n'est pas revenue si souvent dans les conversations.

En revanche, ce qui revient beaucoup est l'effet d'accumulation, le fait que le pouvoir semble déterminé à **"tout faire en même temps"** : une femme, qui pourtant disait ne pas être une électrice d'Emmanuel Macron, a bien résumé ce sentiment.

"Il a la jeunesse, l'énergie, honore ses promesses, remet tout à niveau dans tous les domaines, reçoit les chefs d'Etat de tous pays, se déplace, s'occupe de tout, avance très vite, avec autorité, proche des gens, il fonce, sûr de lui, rien de l'arrête... Quelqu'un qui va, enfin, mettre un coup de pied dans tout ce panier de crabes de politiques qui n'ont toujours pensé qu'à eux ! En revanche, étant retraitée, un bémol quand même : il faudrait qu'il se souvienne que nous avons donné 1/4 de nos salaires tous les ans pendant 40 ans pour disposer de notre retraite aujourd'hui !"

Au moins, on sait à quoi s'en tenir

Les Français portant un jugement positif sur le président ne sont pas forcément d'accord avec tout ce qui est fait, loin de là. Nous avons beaucoup entendu, durant cette enquête, de nuances. Des "il fait à peu près ce qu'il dit en dépit de certaines maladresses". "Il fait bien le job même si des choses ne sont pas parfaites à mon goût". "Il est jeune, dynamique, il a de bonnes... et de moins bonnes idées, on va voir ce que cela donne".

Les commentateurs et les politiques raisonnent souvent en termes radicaux. Or **un tiers des Français seulement expriment une opinion tranchée ("très bonne" ou "très mauvaise")**. Les deux-tiers ont une opinion nuancée, "plutôt" bonne ou "plutôt" mauvaise. Pas forcément le nez sur le guidon de la politique (la vie est ailleurs), ils laissent plus facilement du temps au temps, jouent de la subtilité. C'est aussi pour cela que les polémiques multiples marquent assez peu : ce que les gens cherchent est, avant tout, l'image d'ensemble.

Cette image commence à se former. Alors même si certains aspects chiffonnent, au moins le sentiment de percevoir l'ensemble redonne un sentiment de "cohérence" (le mot revient), de prévisibilité. Une "confiance partielle", pourrait-on dire. En fait suffisante. Car elle permet de savoir "à quoi s'en tenir".

On nous a beaucoup dit dans cette enquête qu'Emmanuel Macron "tenait ses promesses". Le mot important ici n'est pas "promesse", mais "tenir". "Tenir" a quelque chose de rassurant, de prévisible. Car lorsque l'on sait à quoi "s'en" tenir, on sait aussi à quoi "se" tenir, se raccrocher vis-à-vis de ce président... Et cela permet un sentiment de maîtrise : on n'est pas dépassé, on a moins l'impression d'être des petits objets d'un pouvoir sur lequel il n'y a pas de prise. Il y a bien une prise, puisque l'on peut "se" tenir, donc presque "le" tenir, l'attraper. Pour être sûr qu'il reste un lien. **Une façon de le contrôler.**

Voilà, au fond, pourquoi les "promesses" sont importantes : car elles permettent de garder la maîtrise de ce que fait le président. De s'assurer qu'il n'agit pas en fonction de son bon vouloir ou d'injonctions extérieures de tel ou tel groupe de pression, mais bien en fonction du pouvoir que les Français lui ont collectivement conféré, seule source de légitimité.

La distance par rapport aux médias

On comprend dès lors pourquoi l'une des conditions pour que ce lien persiste est de donner le sentiment de se tenir à distance des journalistes. Dans la ["guerre froide" entre le président et la presse](#), l'opinion se range clairement du côté du président. "Il affirme ses positions, pas de collusion avec le milieu journalistique. Il fait ce qu'il dit" entend-on. Comme si, pour cette personne, une proposition ("il fait ce qu'il dit") dépendait de l'autre ("pas de collusion avec le milieu journalistique"). "Il entreprend des réformes et se tient à l'écart des médias" nous dit un autre, dans la même logique : pour bien faire des réformes, il faudrait garder une distance par rapport aux médias (sous-entendu : ce n'est pas à eux de dicter les décisions du président).

Qui tient le président ? La montée de la question de la souveraineté

La même logique se développe, mais à l'inverse, chez beaucoup de Français qui nous ont dit avoir une mauvaise image du président. Ils avaient le sentiment qu'il n'agissait pas en fonction de leur volonté, **mais d'une volonté extérieure.**

Autrement dit qu'il n'était pas "tenu" par les Français, mais par autre chose. "Il n'a pas les pouvoirs, c'est 'Bruxelles' qui le dirige. Je ne l'aime pas, de plus il prend aux pauvres (APL, CSG) pour donner aux riches (ISF)". "Il est sous influence de l'Union européenne".

Lorsque ce n'était pas l'Union européenne, c'était les lobbys, les puissants, la finance qui donnait le sentiment de contrôler le président. "Il vend le pays au plus offrant. Il laisse le pouvoir aux oligarques" a-t-on entendu. Que l'on soupçonnait parfois de cacher son jeu. Ou alors au contraire

d'assumer, et d'être "cassant", qui est une autre forme de mise à distance, "toujours trop aigu comme son profil qui devient de plus en plus en lame de couteau".

Dans tous les cas, le fond des préoccupations était la question de la souveraineté. Qui décide ? Voilà la question essentielle. De qui le président est-il l'émanation ? On en revient à Hobbes...

Faisons un pari : une fois le gros des réformes passées, la place de la France en Europe va peu à peu, pour les Français, devenir un sujet important. Est-ce nous qui nous projetons en Europe, ou l'Europe qui se projette sur nous ?

Emmanuel Macron a dit vouloir faire de l'année prochaine une année particulièrement active au plan européen. La réponse que les Français interpréteront à cette question déterminera sans doute, à terme, bien des représentations.

Adrien Abecassis et Adélaïde Zulfikarpasic